



## EurAc Info

*Daily Press Review on the Great Lakes region & EurAc network*

*22 February 2017*

### Press Review

#### EU Foreign Policy

**DRC/EU** - [Déclaration locale de la Délégation de l'Union européenne concernant les violences dans les Kasai](#), European External Action Service, 20 février

### Déclaration locale de la Délégation de l'Union européenne concernant les violences dans les Kasai

Bruxelles, 20/02/2017 - 18:23 - UNIQUE ID: 170220\_11

Local Statements

La Délégation de l'Union européenne (DUE) publie cette déclaration en accord avec les Chefs de mission des pays membres de l'Union européenne en République démocratique du Congo (RDC).

Kinshasa, le 20 février 2017

1. L'Union européenne (UE) est gravement préoccupée par la situation humanitaire et sécuritaire dans les Kasai qui continue de se détériorer. L'UE s'associe à la MONUSCO, au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et à la CENCO pour déplorer l'ampleur de la violence. En particulier, l'UE dénonce les attaques meurtrières menées contre le peuple congolais, ainsi que le recrutement et le déploiement d'enfants soldats par la milice se réclamant du Chef coutumier Nsapu.
2. L'Union européenne appelle toutes les parties à la retenue, et exhorte les autorités nationales, provinciales, locales et coutumières à s'engager en faveur d'une cessation durable des hostilités. L'UE exprime également sa grande préoccupation quant aux rapports faisant état d'un recours disproportionné à la force par des présumés militaires des forces de l'ordre contre des présumés adeptes de Nsapu. La situation aux Kasai requiert une enquête officielle approfondie, afin d'établir de manière objective et transparente les faits, et contribuer ainsi à une sortie de crise.
3. L'UE tient à souligner la primauté du respect des principes humanitaires, notamment l'impératif qui exige que les besoins des personnes affectées puissent être évalués afin qu'une assistance soit apportée en toute impartialité. Pour ce faire, il est indispensable que les acteurs de l'aide humanitaire puissent accéder aux zones touchées afin d'accomplir leurs fonctions. Dans la même veine, l'UE appelle aussi à la protection des institutions, centres et membres de l'Eglise catholique contre les attaques menées par les adeptes de Nsapu.
4. Conformément aux Conclusions du Conseil du 12 décembre 2016, l'UE suit attentivement toute indication d'une incitation à de nouvelles violences, et en tirera les conclusions appropriées. A la lumière de la montée de la violence sur toute l'étendue de la RDC, l'UE incite dès lors tous les acteurs concernés à faire preuve d'esprit démocratique afin de décanter la crise qui risque de défaire tous les progrès qui ont été réalisés lors de la signature de l'Accord de la Saint-Sylvestre.

#### LATEST

20/02/2017 - 18:23

**Déclaration locale de la Délégation de l'Union européenne concernant les violences dans les Kasai**

16/02/2017 - 10:56

**Joint statement on the Democratic Republic of the Congo**

06/02/2017 - 12:41

**Joint Statement on the International Day of Zero Tolerance for Female Genital Mutilation**

02/02/2017 - 09:08

**Déclaration du Porte-parole sur le décès d'Etienne Tshisekedi**

01/01/2017 - 11:23

**Statement by the Spokesperson on the attacks in the Central African Republic**

#RDC - Déclaration #UE sur massacre au  
#Kasai: si nouvelles violences l'UE en tirera les  
'conclusions appropriées'

[eeas.europa.eu/delegations/dr](https://eeas.europa.eu/delegations/dr) ...

### Déclaration locale de la Délégation de l'Union européenne concernant les violences dans les Kasai

Bruxelles, 20/02/2017 - 18:23 - UNHCR/ID: 170220\_11

Local Statements

La Délégation de l'Union européenne (DUE) publie cette déclaration en accord avec les Chefs de mission des pays membres de l'Union européenne en République démocratique du Congo (RDC).

Kinshasa, le 20 février 2017

#### LATEST

20/02/2017 - 18:23

Déclaration locale de la  
Délégation de l'Union  
européenne concernant les  
violences dans les Kasai

16/02/2017 - 18:56

Joint statement on the  
Democratic Republic of the  
Congo

06/02/2017 - 12:41

Joint Statement on the  
International Day of Zero  
Tolerance for Female Genital  
Mutilation

02/02/2017 - 09:08

Déclaration du Porte-parole  
sur le décès d'Etienne  
Tshisekedi

01/01/2017 - 11:23

Statement by the Spokesperson  
on the attacks in the Central  
African Republic

1. L'Union européenne (UE) est gravement préoccupée par la situation humanitaire et sécuritaire dans les Kasai qui continue de se détériorer. L'UE s'associe à la MONUSCO, au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et à la CENCO pour déplorer l'ampleur de la violence. En particulier, l'UE dénonce les attaques meurtrières menées contre le peuple congolais, ainsi que le recrutement et le déploiement d'enfants soldats par la milice se réclamant du Chef coutumier Nsapu.
2. L'Union européenne appelle toutes les parties à la retenue, et exhorte les autorités nationales, provinciales, locales et coutumières à s'engager en faveur d'une cessation durable des hostilités. L'UE exprime également sa grande préoccupation quant aux rapports faisant état d'un recours disproportionné à la force par des présumés militaires des forces de l'ordre contre des présumés adeptes de Nsapu. La situation aux Kasai requiert une enquête officielle approfondie, afin d'établir de manière objective et transparente les faits, et contribuer ainsi à une sortie de crise.
3. L'UE tient à souligner la primauté du respect des principes humanitaires, notamment l'impératif qui exige que les besoins des personnes affectées puissent être évalués afin qu'une assistance soit apportée en toute impartialité. Pour ce faire, il est indispensable que les acteurs de l'aide humanitaire puissent accéder aux zones touchées afin d'accomplir leurs fonctions. Dans la même veine, l'UE appelle aussi à la protection des institutions, centres et membres de l'Église catholique contre les attaques menées par les adeptes de Nsapu.
4. Conformément aux Conclusions du Conseil du 12 décembre 2016, l'UE suit attentivement toute indication d'une incitation à de nouvelles violences, et en tirera les conclusions appropriées. À la lumière de la montée de la violence sur toute l'étendue de la RDC, l'UE incite dès lors tous les acteurs concernés à faire preuve d'esprit démocratique afin de décanter la crise qui risque de défaire tous les progrès qui ont été réalisés lors de la signature de l'Accord de la Saint-Sylvestre.

RETWEETS

41

J'AIME

19



11:03 - 21 févr. 2017

## Central Africa – Great Lakes – African Union & other regional institutions

**RWANDA/AFRICAN UNION** - [Rwanda Committed to the Financing of African Union](#), All Africa, Feb 22

## Natural Resources - Conflict minerals

**RWANDA/DODD-FRANK** - [Rwanda Counting on Trump to Repeal Conflict Minerals Rule](#), All Africa, Feb 20

*“Rwanda hopes U.S. President Donald Trump will remove the Dodd Frank Act, as this will mark the lifting of an unwanted legislation that has reportedly led to a sharp increase in the cost of mining and worsened the plight of rural artisanal miners.”*

# DRC

Politics – Elections

## TOP STORY

 #ByeByeKabila J+62  
@luchaRDC

Abonné

URGENT: 11 de nos camarades arrêtés devant l'Hôtel du Gouvernement à Kinshasa pendant notre manif pour #KinPropre. Destination inconnue.



RETWEETS 34 JAIME 23



12:37 - 22 févr. 2017

 Sonia Rolley ✓  
@soniarolley

Abonné

#RDC #Kinshasa : La police dit détenir 7 jeunes seulement et pas 11 militants de @luchaRDC

RETWEETS 16 JAIME 11



14:43 - 22 févr. 2017

**TOP STORY** - [RDC: l'opposition peine à désigner son nouveau chef](#), RFI, 22 février

« Après la mort d'Etienne Tshisekedi, le Rassemblement de l'opposition a du mal à trouver un nouveau leader. Il avait promis aux évêques de la Cenco, médiateurs dans la crise congolaise, de désigner le président du conseil des sages dans les 48h, mais le délai est largement dépassé. Mardi soir, une nouvelle réunion a eu lieu, mais l'opposition est toujours très loin d'un consensus. L'UDPS, qui n'avait jusqu'ici pas présenté de candidat, revendique ce poste en plus de la primature. »



Sonia Rolley  
@soniarolley

Abonné

#RDC : déjà 6 candidatures pr la présidence du conseil des sages : @MartinFayulu, @NkoyJoseph, @PierreLumbi, Ewanga, Lisanga et Diomi

RETWEETS  
54

J'AIME  
46



16:26 - 21 févr. 2017

**HIGHLIGHT** - [RDC: comment se décompose le budget du cycle électoral?](#), RFI, 22 février

« Après des rumeurs sur un budget en inflation, la Commission électorale a tenu à rassurer : il faudra **1,3 milliard de dollars sur 3 ans pour financer l'ensemble du cycle électoral** et non pas 1,8 milliard de dollars comme évoqué précédemment. Comment se décompose cette somme ?

Quelque **526 millions de dollars pour financer la présidentielle mais aussi les législatives et les provinciales**, ces trois scrutins que le gouvernement s'est engagé à organiser d'ici la fin de l'année. **Les municipales et les locales devraient coûter 385 millions de dollars**, une somme que l'Etat n'aura cependant pas besoin de mobiliser avant 2018 quand ces élections devront être organisées.

Enfin, **l'enrôlement des électeurs, en cours depuis décembre, coûtera 400 millions de dollars**. Une enveloppe qui a déjà commencé à être dépensée en 2016. Résultat : 15 millions de nouveaux électeurs déjà inscrits, se réjouit la Ceni, soit un tiers des 45 millions de personnes attendues.

[...] Reste que la principale inconnue demeure, celle de la date des élections. Aucun calendrier n'a encore été annoncé, malgré les demandes répétées de la **communauté internationale - qui dit attendre cette date pour apporter 120 millions de dollars de financement**. »



ACTUALITE.CD  
@actualitecd

Abonné

#LiveTweet 15millions d'inscrits annonce la ceni #Confresse de @nangaacorneille



RETWEETS  
5

J'AIME  
5



14:18 - 21 févr. 2017

**TOP STORY** – [Pour la Lucha, la RD Congo est désormais un « pays sans aucune institution légitime »](#),

Jeune Afrique, 22 février

« Dans une déclaration, lue devant la presse locale à Goma, où le mouvement est basé, ses membres ont rappelé, le 22 février, que le mandat du président Joseph Kabila avait expiré il y a 60 jours et celui des députés il y a une semaine. Pour eux, le pays se retrouve désormais « sans aucune institution légitime ».

[...]L'accord de la Saint-Sylvestre a reporté la présidentielle à la fin de l'année 2017, soit une année après le terme du mandat de Joseph Kabila. Un « moindre mal », pour Fred Bauma, l'une des figures emblématiques de la Lucha. C'est pourquoi le mouvement citoyen, même s'il considère que cet accord a violé la Constitution, a pris acte de ce compromis politique trouvé.

« La Lucha exige le retour à l'ordre constitutionnel avant la fin de l'année 2017, par des élections présidentielle, législatives, provinciales et sénatoriales transparentes et démocratiques », souligne le communiqué. » »

Trésor Kibangula @Tresor\_k · 7 h  
Nomination d'un PM : "C'est ridicule de faire du chantage avec un mort",  
[@fredbauma90](#) (Lucha) [#Tshisekedi](#)

Trésor Kibangula @Tresor\_k · 7 h  
"L'accord de la [#Cenco](#), c'est le moindre mal", [@fredbauma90](#). La [@Lucha](#) prend acte et exige le retour à l'ordre const. avant fin 2017 [#RDC](#)

Trésor Kibangula @Tresor\_k · 7 h  
[#RDC](#) : "l'objectif 2016 [départ de Kabila] n'a pas été atteint", reconnaît [@fredbauma90](#)

Trésor Kibangula [@Tresor\\_k](#) [Abonné](#)

Accord de la [#Cenco](#) : "La [@luchaRDC](#) se félicite toutefois des avancées minimales : pas de référendum, pas de 3e mandat" [#RDC](#)

RETWEETS 12 J'AIME 4

09:03 - 22 févr. 2017

Répondre à [@Tresor\\_k](#) [@luchaRDC](#)

Trésor Kibangula @Tresor\_k · 8 h  
[#RDC](#) : [@luchaRDC](#) annonce une "action" la semaine prochaine contre la Ceni et dénonce l'opacité ds le processus d'enrôlement.

Trésor Kibangula @Tresor\_k · 8 h  
[#RDC](#) : dans la matinée, un déploiement de la police a tenté d'empêcher le point de presse de la [@luchaRDC](#) à Goma.

## Security

[Principales tendances de violations des droits de l'homme au cours du mois de janvier 2017](#),  
MONUSCO, 21 février



UN Human Rights DR Congo  
@unjhro

Abonné

@unjhro note on #humanrights situation in January 2017 presented today #DRC  
[bit.ly/2lqBIVy](http://bit.ly/2lqBIVy)

À l'origine en anglais

Analysis of human rights in the RDC in January 2017:

- 427 violations documented, decrease compared to December
- main types of violations documented: right to security and liberty of person (121 violations) + right to physical integrity (112 violations)
- State agents responsible for 56% des violations, 26 victims of extrajudicial killings
- Armed groups responsible for 185 violations in territories affected by the conflict
- 44 civilians killed in territories affected by the conflict, 31 by armed groups
- 39 adults + 22 girls + 2 boys victims of sexual violence linked to the conflict, 10 by State agents
- 42 violations Fundamental freedoms / democratic space, 1.404 since January 2015
- At least 1 FARDC soldier and 3 PNC agents convicted for acts constituting violations

RETWEETS 2 JAIME 2



09:10 - 22 févr. 2017

**TOP STORY** - Vidéo d'un massacre: la RDC fait volte-face en disant enquêter, Le Soir, 22 février

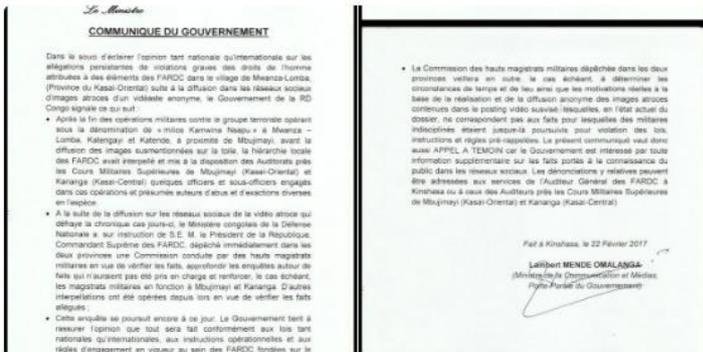
« Sans expliquer sa volte-face, le gouvernement congolais indique qu'il a « le souci d'éclairer l'opinion tant nationale qu'internationale sur les allégations persistantes de violations graves des droits de l'homme attribuées à des éléments des FARDC » (Forces armées de la RDC) « dans le village de Mwanza Lomba », au Kasai oriental. »



Sonia Rolley  
@soniarolley

Abonné

#RDC #Kasai : nouveau communiqué du gouv @LambertMende sur les vidéos. La justice militaire enquête + appel à témoins



RETWEETS 26 JAIME 20



15:36 - 22 févr. 2017



Cette semaine en #RDC : Sensibilisation #CPI apporte appui à mission #FPVictimes, filme une réunion avec communauté à Bogoro, Ituri



RETWEETS 3 J'AIME 1

18:14 - 22 févr. 2017

## Natural resources

**TOP STORY** - [Congo Miner Said to Get \\$100 Million to Clear China Moly Buy](#), Bloomberg, Feb 22

*"The Democratic Republic of Congo's state mining company received \$100 million as part of a settlement to drop its objections to the sale of the country's biggest copper mine to Chinese buyers, according to people with knowledge of the agreement."*

## Burundi

### Political & Security crisis

**TOP STORY** - [Burundi: le gouvernement parvient à faire revenir trois opposants du Cnared](#), RFI, 21 février // [Alice Nzomukunda returns to Burundi after four years in exile](#), Iwacu, Feb 22 //

**RFI:** *Le gouvernement burundais vient de porter un coup à son opposition. Il est parvenu à obtenir le retour au Burundi lundi 20 février de trois personnalités membres de l'organe dirigeant du Cnared, la plateforme qui regroupe l'opposition en exil et une partie de l'opposition interne et avec laquelle il refuse de discuter, malgré les pressions de la communauté internationale.*

*[...] Qu'ont-ils obtenu en échange ? Rien n'a transpiré à ce sujet, mais le pouvoir burundais s'est réjoui de ce qu'un journal qui lui est proche a qualifié de « coup de massue » pour le Cnared. La preuve aux yeux du gouvernement d'une paix retrouvée malgré les rapports internationaux qui continuent de dénoncer les violations des droits humains.*

**Iwacu :** *"Former 2nd Deputy-President Alice Nzomukunda came back to Burundi on 20 January 2017, after four years of exile in Belgium. She came with Joseph Ntidendereza and Mathias Basabose, two other politicians of the opposition.*

*[...]Nzomukunda said the inter-Burundian dialogue was an opportunity for her to decide her return to the country: "The start of the talks gave us an opportunity to discuss with people who live in Burundi and some authorities who manage the country, to whom we expressed our nostalgia to come back home."*

*Edouard Nduwimana, Burundi Ombudsman said the return of the politicians is one of the results of the Arusha inter-Burundian dialogue. He also said there are other politicians who want to come back to their country."*

**TOP STORY** - [Burundi: polémique autour de la crise alimentaire](#), RFI, 22 février

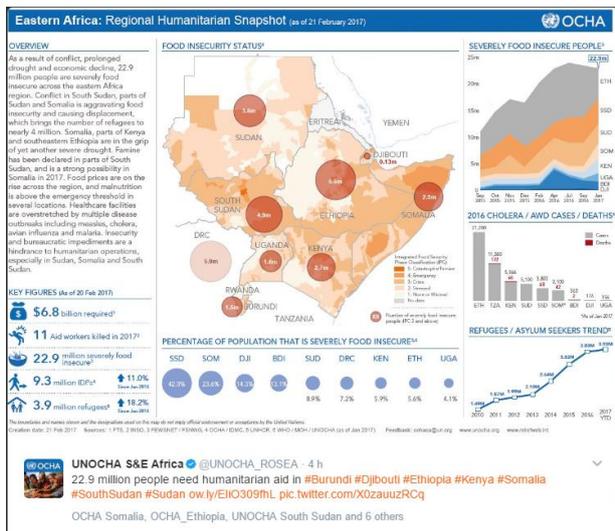
« L'ensemble des partis politiques du Burundi a participé à des discussions de sortie de crise dans laquelle ce pays est plongé depuis bientôt deux ans – y compris le parti au pouvoir CNDD-FDD. Ils ont « attiré l'attention sur la famine » qui ravage certaines parties du pays, au moins huit provinces sur les 18 que compte le pays, appelant la communauté internationale à l'aide dans une déclaration lue par le facilitateur dans la crise burundaise.

Le gouvernement réfute catégoriquement ce mot de « famine » et parle d'un simple « déficit » de la production agricole en 2016, dû uniquement aux seuls aléas climatiques.

[...]Le président de l'Olucome, une association burundaise bien implantée sur le terrain dénonce un déni de la réalité. Il rappelle que selon les chiffres du ministère de l'Agriculture, la production agricole s'est effondrée en 2016 au Burundi : -40% par rapport à 2015.

Conséquence, souligne-t-il, un quart des 12 millions des Burundais ont besoin d'une assistance humanitaire d'urgence selon l'ONU, les prix des denrées alimentaires ont doublé en quelques mois, des Burundais fuient en exil.

[...]Mais en réalité le pouvoir burundais semble avoir déjà contacté certains pays amis, dans la discrétion. La Chine lui a promis tout récemment une aide d'urgence de 5 000 tonnes de riz. »



**TOP STORY** - [Kagaragara residents forcibly evicted from their homes](#), Iwacu, Feb 22



#Burundi. Une mission de la @Banquemondiale arrive ce week end. Etude/Revue des dépenses publiques, évaluation des appuis budgétaires au RDV



18:00 - 22 févr. 2017

L'[#AfriqueDuSud](#) et le [#Burundi](#) se retrouvent isolés sur le retrait de la [#CPI](#) après l'annonce de la [#Gambie](#)



**La Gambie rejoint la CPI**

La Gambie a annoncé cette semaine qu'elle allait rejoindre la Cour pénale internationale, adressant ainsi un message fort de soutien pour la Cour et pour ...  
[hrw.org](http://hrw.org)

RETWEET

1

Like

17:20 - 22 févr. 2017

## Rwanda

No major press coverage

## News from EurAc network and from partner organisations

- Position, Lucha (DRC)

[Position officielle de la lucha face à l'impasse politique et électorale](#), DECLARATION LUCHA N°Lucha/2017007

22 February 2017

« 1. La Lucha exprime son profond regret de constater que la classe politique dans toute son ensemble semble n'avoir jamais vraiment recherché l'alternance politique apaisée tant voulue par notre peuple. Nombreux se sont servis de l'élan civique du peuple congolais pour faire passer leurs agendas personnels au mépris de la constitution de notre pays qu'ils prétendaient pourtant défendre.

2. La Lucha, qui a exprimé son soutien aux bons offices de la CENCO, constate cependant la violation de la constitution par l'accord politique signé le 31 décembre dernier, qui a consacré le maintien au pouvoir de Joseph Kabila en dépit de la fin de son dernier mandat légal, alors même qu'il est le premier responsable de la non tenue des élections censées permettre l'alternance démocratique. Mais ce n'est pas tout, ledit accord consacre le partage de postes entre politiciens qui, du coup, ont collectivement endossé la responsabilité du naufrage politique actuel.

3. Tout en prenant acte de cet accord, la Lucha exige le retour à l'ordre constitutionnel avant la fin de cette année 2017, par des élections présidentielle, législatives, provinciales et sénatoriales transparentes et démocratiques.

4. La Lucha constate que la classe politique est incapable d'appliquer même un simple accord, vu par nombreux congolais comme un moindre mal, avec pour conséquence - ou peut-être pour intention, d'allonger indéfiniment

*la situation extra-constitutionnelle actuelle, où prétendues Majorité et Opposition trouvent tous leur compte, au mépris total des citoyens et de la constitution.*

*5. La Lucha invite tous les acteurs politiques à faire un examen sérieux de conscience et à arrêter les interminables tergiversations autour de leurs propres engagements, car la patience des Congolais n'est pas illimité. Le peuple ne va pas tolérer une autre prolongation des délais pour avoir l'alternance politique, alors que ses conditions socio-économiques et sécuritaires ne font que se dégrader chaque jour davantage.*

*6. La Lucha dénonce et interpelle la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) qui n'a toujours pas publié un calendrier électoral malgré le consensus politique pour avoir les élections cette année 2017, ni un budget réaliste susceptible de permettre la mobilisation des ressources subséquentes. La publication du calendrier électoral et du budget des élections est une question purement technique et légalement relevant de la seule CENI; elle ne devrait en aucun cas dépendre des tractations politiques. Agir autrement, c'est non seulement transformer la CENI en une caisse de résonance politique, mais c'est aussi violer la loi, et, partant, jeter le discrédit sur l'ensemble du processus qu'elle a le mandat constitutionnel de conduire. Nous invitons instamment la CENI à s'assumer en rendant immédiatement public le calendrier pour les élections présidentielles, législatives et provinciales devant avoir lieu avant fin 2017, ainsi qu'un budget subséquent. Les gestionnaires du Trésor public doivent, en ce qui les concerne, mobiliser les fonds nécessaires à cet effet, comme une priorité nationale absolue.*

*7. La Lucha fustige les anomalies et les manquements graves observés jusqu'ici dans le processus d'enrôlement des électeurs dans plusieurs sites, notamment le monnayage de l'opération, la défectuosité ou l'insuffisance des équipements, l'enrôlement des étrangers, l'enrôlement d'enfants âgés de moins de 16ans, les doublons ... De manière générale, cette opération se déroule en toute opacité, avec trop peu d'observateurs extérieurs, sans sensibilisation suffisante, et sans tenir compte d'un calendrier électoral global. La Lucha exige des mesures correctives immédiates de la part de la CENI, et, de la part de tous les acteurs concernés, un suivi plus minutieux de cette opération cruciale pour l'intégrité et la crédibilité des élections à venir.*

*8. La Lucha continue d'encourager les Congolais à se faire enrôler et à dénoncer tout abus dont ils seraient victimes ou témoins. »*

- Press release, Lucha (DRC)

[Le cynisme de la classe politique ramène la RDC vers l'implosion](#), Communiqué LUCHA n°Lucha/2017006

21 February 2017

*« 1. La Lucha invite le Programme des nations unies pour le développement (PNUD), l'union européenne(UE), les USA, le gouvernement Belge, et tous les autres partenaires impliqués dans la réforme du secteur de sécurité congolais à suspendre leur assistance financière, technique ou de toute autre nature aux unités FARDC impliquées dans les violations des droits de l'Homme. La Lucha demande en outre à la hiérarchie militaire de procéder au changement du commandement des opérations dans le Kasai Central et l'interpellation de tous les officiers impliqués dans la répression sanglante et l'usage disproportionné de la force à la base de plusieurs dégâts humains pourtant évitables.*

*[...] 7. La Lucha dénonce l'hypocrisie de la "communauté internationale" qui porte une responsabilité indéniable dans l'impunité des graves violations des droits de l'Homme commises en RDC depuis 25 ans, ce qui est à la base de leur perpétuation. Au-delà des déclarations circonstanciées, il est plus que jamais nécessaire que les responsables des crimes internationaux et des violations graves des droits de l'Homme en RDC rendent des comptes, et la "communauté internationale" peut faire davantage dans ce sens. La MONUSCO, tout aussi défailante dans son mandat de protection des civils et de neutralisation des groupes armés, doit être sérieusement réévaluée et réorganisée, sans quoi sa présence en RDC est quasiment inutile. »*

- Press release, Reporters Sans Frontières (RSF)

[Les journalistes “incités” à ne pas évoquer les massacres dans la province du Kasai en RDC](#)

By RSF

21 February 2017

*« Au Kasai central, les journalistes qui rapportent sur les massacres commis par les miliciens du groupe “Kamuina Nsapu” et les Forces armées de la RDC (FARDC) font face à des menaces de mort immédiates. »*

- Annual report, Amnesty International

[AMNESTY INTERNATIONAL REPORT 2016/17: THE STATE OF THE WORLD'S HUMAN RIGHTS](#)

22 February 2017

## *Interesting statements, research, analysis & campaigns*

- Opinion, The Conversation

[Trump is right on Congo’s minerals, but for all the wrong reasons](#)

By Sara Geenen

22 February 2017

- Analysis, African Argument

[4 ways in which the Burundi crisis is far from over](#)

By Burundi Network

21 February 2017